LA FORCE DE LA PAIX

ONUCI

Volume 2 - Nº 025

Septembre 2008

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

21 septembre 2008

Journée Internationale de la paix

21 septembre 2008

Message de M. **Ban Ki-Moon**,
Secrétaire Général des Nations Unies

Cette année, la Journée internationale de la paix prend un relief particulier.

C'est en effet l'année du soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous savons que les droits de l'homme sont essentiels pour la paix. Or, trop d'hommes et de femmes dans le monde subissent encore des violations de leurs droits — surtout pendant et après des conflits armés.

Nous devons donc faire en sorte que les droits consacrés par la Déclaration soient une réalité vivante et qu'ils soient connus, compris et exercés par tous et partout. Malheureusement, ce sont souvent ceux et celles qui ont le plus besoin de voir protéger leurs droits qui ont, aussi, le plus besoin de savoir que la Déclaration existe — et qu'elle existe pour eux et pour elles.

Parallèlement à cela, nous connaissons une véritable crise du développement. Cette année, nous franchirons le point médian de notre course à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement — ce projet d'édification d'un monde meilleur au XXIe siècle que se sont assigné les dirigeants de tous les pays. Atteindre ces objectifs est également essentiel pour la paix.

Et pourtant, de nombreux pays d'Afrique ne sont pas dans les temps pour atteindre pas même un seul des objectifs d'ici à la date convenue de 2015. C'est pourquoi, juste après la Journée internationale de la paix, l'Organisation des Nations Unies convoquera une réunion entre les gouvernements, la société civile et les milieux économiques pour forger une large coalition et essayer de rattraper le retard par rapport aux objectifs.

Les enjeux qui nous rassemblent autour de cette Journée internationale de la paix sont considérables. Pour mobiliser les hommes et les femmes du monde entier, l'ONU a décidé de lancer une campagne de textos. Mon texto à moi dit ceci : « En ce 21 septembre, Journée internationale de la paix, j'exhorte les dirigeants et les peuples du monde entier à joindre leurs forces contre la guerre, la pauvreté et la faim, et pour les droits de l'homme pour tous. »

Envoyons tous ensemble un vibrant appel à la paix qui sera lu, entendu et partagé tout autour du monde!

Journée Internationale de la paix

21 septembre 2008

Message de M. **Y.J Choi**, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire

Mes chers collègues et amis,

En septembre 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la date du 21 septembre pour la célébration de la Journée Internationale de la Paix.

La célébration de la journée internationale de la paix est devenue effective pour la première fois en 2002. Par un hasard de l'histoire, elle est intervenue trois jours après le déclenchement du conflit ivoirien.

L'Assemblée Générale des Nations Unies, en instaurant cette journée, voulait en faire un moment de cessez-le-feu et de non violence et appelait les nations du monde à respecter l'absence d'hostilité au cours de la journée.

En Côte d'Ivoire, la Journée Internationale de la Paix se déroule, cette année, sous de bons auspices grâce aux nombreuses avancées enregistrées vers la sortie de crise, dont la plus récente est le démarrage de l'opération d'identification et de recensement électoral.

Six ans après le début de la crise, la paix définitive n'a jamais paru aussi proche. Des progrès ont été réalisés grâce à la contribution de tous, surtout des Ivoiriens et de leurs dirigeants. Je voudrais lancer un vibrant appel à toutes les parties, particulièrement aux ex- forces belligérantes, à continuer de maintenir le climat apaisé que l'on note si heureusement à travers tout le pays.

En cette journée solennelle, oeuvrons ensemble pour assurer la quiétude des populations et ainsi créer les conditions de leur participation à des élections qui soient ouvertes, libres, justes et transparentes.

Pour terminer, je me permets de répéter le slogan de l'ONUCI "Travaillons ensemble. Vous sortez de la crise. Nous sortons de la Côte d'Ivoire ".

DES FEMMES DE COMMUNAUTÉS DIVERSES RÉCONCILIÉES PAR L'ONUCI AUTOUR D'UN MÊME PROJET

Le projet a rassemblé toutes les femmes de Blotilé © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a appuyé un groupe de 120 femmes du village de Blotilé, dans le cadre de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Cet appui, qui a consisté à financer des cultures maraichères, a été réalisé avec l'aide du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) et l'ONG Care International.

Blotilé est un village de la sous préfecture de Zou, dans le département de Bangolo, dans l'Ouest du pays. Comme bon nombre de villages du département, Blotilé s'est vidé de ses occupants, qui se sont déplacés vers Guiglo et Duékoué, en raison des problèmes de sécurité.

A la faveur de la signature de l'accord politique de Ouagadougou, qui a favorisé une décrispation de la situation, des démarches de mise en confiance et de réconciliation ont été organisées par les organisations humanitaires avec l'appui des autorités locales en vue de favoriser le retour des déplacés internes dans leur village d'origine.

Ainsi donc, le 28 septembre 2007, le premier convoi des retournés volontaires, escorté par la brigade mixte et la police onusienne basée à Bangolo, a été accueilli à Blotilé. Afin de favoriser une vie harmonieuse entre ces ex-déplacés et les autres communautés, l'ONUCI a octroyé un financement de 8.500.000 F.CFA pour la réalisation d'un projet a impact rapide. Le projet consistait, en partie, au développement de cultures, maraichères rassemblant 120 femmes de diverses communautés ethniques.

L'autre partie de ce projet consistera en l'octroi par l'ONUCI d'une broyeuse aux bénéficiaires. Celles-ci présentent déjà aux visiteurs, le local devant accueillir cette machine qui, à coup sûr, réduira considérablement les efforts et le temps de travail pour écraser le mais ou le manioc servant pour le repas quotidien.

La Présidente du groupement des 120 femmes, Mme Helene Bangoulahi Kouhan, entourée des représentantes des différentes communautés, explique que les femmes sont satisfaites des premières récoltes. Sur un périmètre d'un hectare mis à leur disposition, en avril 2008, la production était de 20 sacs de concombres et 10 sacs de haricots verts. Cette production était écoulée, les lundis, sur le marché de Logoualé (30 km de Blotilé) et les vendredis, sur ceux de Yapleu et de Man. La production s'étendra bientôt aux gombos, aux choux, aux aubergines, aux piments et aux carottes.

Les représentantes des différentes communautés, se sont dits satisfaites et ont exprimé leur reconnaissance à l'ONUCI, aux agences humanitaires (OCHA, PAM) et à Care International, pour l'appui reçu. Elles se sont déclarées engagées à travailler au succès de cette activité génératrice de revenu autour de laquelle s'est retissé et consolidé la cohésion sociale.

Les bienfaits de cette union seront étendus aux autres femmes de la localité. Selon Mme Helene Bangoulahi Kouhan, lorsque la broyeuse sera livrée, elle sera mise au service de toutes les femmes des villages environnants comme Téonlé, Gouetilé, Douandé, Ndrikro, Konankro, Matiaskro et Trois Carrefours, tous distants d'environ 3 km du village central qu'est Blotilé.

Le chef du village M. Zrabanhi Douan, a exprimé sa gratitude à l'ONUCI et à Care International, pour avoir favorisé la cohésion des autochtones avec leurs « frères » Lobi, Baoulé, et ceux venus des pays voisins membres de la CEDEAO (Maliens et Burkinabé). « Nous avons retrouvé la paix, nous nous entendons bien et nous travaillons main dans la main », a indiqué le chef.

Vu les résultats positifs de cette première activité génératrice de revenus avec les femmes, le responsable du Comité de paix de Blotilé, M. Guey Constantin, a souhaité un appui des Nations Unies pour renforcer la coopération entre les hommes autour d'un projet d'élevage de poulets ou de porcs.

Par Marie Puchon

UNE BROYEUSE POUR CONSOLIDER LA COHÉSION SOCIALE À PÉHÉ

La broyeuse sera facteur d'unité pour les femmes de Pélé © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a remis le 6 août, à Péhé, un village de la sous préfecture de Toulepleu, une broyeuse de céréales à une organisation non gouvernementale (Ong) dénommée « Péhé », du nom de ce village où elle œuvre au développement et à la promotion des droits de l'homme.

La broyeuse a été remise par le chef du bureau régional des Droits de l'Homme de l'ONUCI de Duékoué, Jean-Marie Kalama, au président de l'Ong, Patrice Vahard, a l'occasion d'une fête populaire, en présence du sous-préfet, des représentants du bataillon béninois, des chefs traditionnels et des cadres de la localité.

Cet équipement agricole destiné à réduire la charge de travail des femmes du village est également vu comme un facteur de rapprochement des habitants du village et de consolidation de la cohésion sociale, car il sera utilisé par des femmes de toutes les communautés habitant le village. Cette broyeuse a été offerte dans le cadre de la première tranche du financement d'un projet à impact rapide, sollicité auprès de l'ONUCI par l'Ong.

« La contribution à la restauration d'une paix durable, l'appui et le soutien à l'amélioration de la situation des droits de l'homme figurent parmi le mandat de l'ONUCI », a indiqué à la population, Jean Marie Kalama.

« Dans le contexte actuel, finit la guerre des armes et commence la guerre de développement dont les actions résident dans la réhabilitation et la restauration de la société », a-t-il ajouté.

« Hier, vous nous aviez aidé à cesser la guerre. Aujourd'hui, vous nous aidez à aller au développement. Merci !», a déclaré le sous préfet de Péhé, le Capitaine Gnawa Dablé Kennedy, s'adressant aux représentants de la mission onusienne. Il a souligné le rôle positif de l'ONUCI dans l'avènement d'une paix définitive dans le pays. Il a également appelé la population à relever le défi de l'unité afin de se consacrer au travail, source de développement.

Le président de l'Ong « Péhé », Patrice Vahard, a dit également la reconnaissance des villageois à l'ONUCI pour son soutien aux efforts de lutte contre la faim dans le village.
Péhé fait partie des localités dont les populations ont accepté le retour des déplacées. Aussi, la broyeuse de céréales devrait-elle permettre de renforcer les liens entre les femmes de diverses communautés regroupées en coopérative.

Le deuxième volet du projet à impact rapide consistera en des sensibilisations aux droits de l'Homme, à la cohésion sociale ainsi qu'à l'acquisition du matériel de ces séances de sensibilisation.

Par Joseph Wabatinga

COHÉSION SOCIALE : L'ONUCI SOUTIENT LES ACTIONS DU VILLAGE DE GROGRO

Abidjan, le 21 octobre 2008…Le village de Grogro, 35 km de Tiébissou, a communié le 27 septembre 2008 avec la communauté internationale à l'occasion de la célébration, en retard, de la « Journée internationale de la paix », commémorée officiellement les 25 septembres par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Cette célébration s'est déroulée dans ce village, en hommage à l'effort de cohésion sociale.

Grogro est un village de 2000 habitants connu pour ses actions en faveur de la cohésion sociale. Ce village avait accueilli, en 1998, des éleveurs Peulhs pourchassés dans tous les autres villages de la localité suite à un conflit qui les opposait aux agriculteurs des villages voisins. « Cela avait valu à Grogro une forte hostilité de la part des villages voisins », explique Sidikiba Traoré, le président de l'ONG « Carrefour Jeunesse ».

L'ONG avait initié la célébration « spéciale » dans ce village dans le cadre de ses activités de promotion de la cohésion sociale, durement fragilisée par le conflit armé que le pays a connu. « Les notables et les cadres de Grogro ont tout mis en œuvre pour parvenir non seulement à se réconcilier avec les villages voisins mais aussi à continuer d'assurer la sécurité de leurs hôtes », a expliqué Traoré.

L'attachement à la paix et à l'hospitalité des habitants de Grogro a été à nouveau souligné lors de la célébration du 27 septembre où tous les habitants du village ont réservé un accueil chaleureux aux représentants de l'ONUCI, du Conseil Général de Tiébissou, au Directeur régional de la Santé et aux diverses autorités politiques et administratives du département venus participer à la fête.

La délégation de l'ONUCI comprenait les représentants des différentes unités venues de Bouaké et de Yamoussoukro, et des éléments militaires issus des bataillons ghanéens et pakistanais.

Les habitants de Grogo sont attachés à la paix et à l'hospitalité © UN / ONUCI

Ces casques bleus ont offert des soins médicaux aux malades de Grogro.

Le chef du village, le patriarche Koffi Yao dit Zazié, 90 ans, a exprimé sa gratitude à l'ONUCI pour les soins médicaux gratuits. Mais sa joie a été plus grande lorsque le Lieutenant-colonel Azmat a annoncé que le Bataillon pakistanais de l'ONUCI va entreprendre des travaux de réprofilage de la piste reliant Tiébissou à Grogro. Ce qui mettra fin au cauchemar quotidien des habitants de ce village. La partie de cette piste à reprofiler, conduisant au cœur du village de Grogro, a été baptisée par anticipation « Route de la Paix de l'ONUCI ».

Plusieurs porte-parole du village ont rendu hommage à l'ONUCI. Konan Kouakou, cadre de Banque à Bouaké et membre du Comité d'accueil, a indiqué que cet hommage est l'expression de la reconnaissance des efforts inlassables déployés par la mission pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire. Pour matérialiser la gratitude de Grogro, un autre cadre du village, le Lieutenant-colonel Francis Konan des Douanes, a remis des distinctions aux responsables de l'ONUCI : à l'Administrateur régional pour le secteur Est, Fodé Kamara, au Lieutenant-colonel Azmat et à la Directrice du Bureau de l'Information publique, Mme Margherita Amodeo. Ces hauts fonctionnaires ont été ainsi élevés au rang de Notables de la Paix de Grogro.

L'Administrateur régional, Fodé Kamara, au nom du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies a expliqué aux habitants de Grogro que « la recherche de la cohésion sociale et de la paix sont au cœur du mandat confié à l'ONUCI ». Il a ajouté que l'ONUCI est à l'écoute des populations pour mieux cerner leurs préoccupations en vue d'accomplir plus efficacement sa mission.

Par Souleymane Bah

LES RÉSEAUX FÉMININS ET LES NATIONS UNIES ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Les Nations Unies mènent une lutte sans relâche contre les violences faites aux femmes et recommandent que celle-ci soient impliquées sur le même pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité.

C'est dans ce cadre que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) initie des actions, en partenariat avec les agences des Nations Unies pour affronter les problèmes auxquels sont confrontées les femmes ivoiriennes.

Les réseaux feminins et les Nations Unies travaillent ensembble © UN / ONUCI

Après bien d'autres activités communes, les associations et réseaux de femmes de Côte d'Ivoire ont convenu, en août 2008, au siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à Abidjan, avec des structures onusiennes et gouvernementales, de la mise en œuvre d'un plan d'action urgent. L'objectif de ce plan d'action est de lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers le pays.

Le plan d'action qui avait été élaboré par les organisations de femmes, en mai 2008, s'articule autour de quatre activités principales : la sensibilisation, la prise en charge, la formation et la lutte contre l'impunité.

Les organisations féminines ont sollicité l'appui de l'ONUCI et des agences du système des Nations Unies pour accroitre la sensibilisation, produire des affiches et réaliser des programmes radio pour combattre la violence contre les femmes.

Elles ont exprimé le souhait de renforcer les capacités de leurs membres, mais aussi celles des forces de défense et de sécurité et des magistrats, afin de lutter contre l'impunité. Elles ont envisagé également une prise en charge psycho-sociale et la facilitation de l'accès des victimes aux voies de recours. Pour cela, elles entendent créer et/ou réhabiliter des centres d'écoute.

L'ONUCI et les agences des Nations Unies comme Le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) et le Fonds des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont accueilli favorablement ce plan d'action et ont convenu d'appuyer une campagne en faveur des femmes. L'UNIFEM a été désigné pour piloter cette campagne.

L'ONUCI, dont le Bureau de l'Information Publique et l'Unité Genre ont déjà élaboré des affiches de sensibilisation, mises à la disposition des femmes, appuiera également la campagne. Le Bureau de l'Information interviendra notamment dans la campagne d'information et de sensibi-lisation publique.

La lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, est un combat cher au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a rappelé la Directrice de la Division de l'Information Publique de l'ONUCI, Margherita Amodeo, qui présidait la rencontre.

Mme Amodeo a souligné l'ampleur du fléau en Côte d'Ivoire, citant l'exemple des cas de viols lors d'un concert public, à l'occasion de la Fête de l'Indépendance. « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Il faut que ce spectacle cesse », a-t-elle indiqué.

Les participantes à la réunion ont relevé que plusieurs actions restaient à mener pour aider les femmes ivoiriennes dans leur combat. D'où le partenariat solide qu'elles ont noué avec les différentes structures onusiennes et gouvernementales pour poursuivre le combat.

Par Parfait Kouassi

L'ONUCI PROCÈDE À LA POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE L'ANNEXE DU FOYER DES JEUNES DE BLOLEQUIN

« Vous ne pouvez imaginer la joie qui m'anime en vous recevant au nom de la population, pour la pose de la première pierre de l'annexe du foyer des jeunes de Blolequin, entièrement financé par l'ONUCI ».

Telle est la joie exprimée par Monsieur Daouo Benoit, Maire de la ville de Blolequin à l'occasion de la cérémonie de la pose de la première pierre de l'annexe du foyer des jeunes de cette localité. Madame Amodeo Margherita Directrice de l'Information Publique de l'ONUCI a participé à cette cérémonie à la fin du forum itinérant de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à Blolequin le samedi 30 aout 2008.

En effet, situé à 570km d'Abidjan, précisément dans le Moyen Cavally à l'ouest de la Côte d'Ivoire, la région de Blolequin a connu dans un passé récent les affres de la guerre et les conséquences des conflits intercommunautaires, avec son cortège de violations des droits de l'homme.

Cette pose de la première pierre de l'annexe du foyer des jeunes de Blolequin est la matérialisation d'un Projet à Impact Rapide de l'ONUCI en faveur des jeunes de Blolequin. Ce projet avait été soumis en son temps par l'Organisation pour le Développement et l'Action Humanitaire pour la Région de l'Ouest. L'ONUCI a accepté de le financé à hauteur de 10 millions de francs CFA.

Le foyer sera un lieu de rassemblement pour tous les jeunes de Blolequin © UN / ONUCI

Outre la construction du bâtiment, l'ONUCI procédera également à l'équipement du dit foyer en ordinateur, appareils de sonorisation et en poste téléviseurs. Notons que cette annexe du foyer des jeunes de Blolequin sera constituée de deux salles qui serviront de centre de formation des jeunes filles pour la couture.

Selon les autorités locales, cet apport de l'ONUCI contribuera notablement à l'amélioration des conditions de vie d'une jeunesse constituée à plus de 80% d'ex-combattants du fait de la guerre.

D'ailleurs pendant les assises du forum qui a précédé la pose de la première pierre, les jeunes qui s'étaient réunis la veille en atelier ont souhaité être aidé pour sortir de la délinquance juvénile, du chômage endémique, de la drogue et du VIH/ SIDA. Ils ont vivement exprimé le désir d'obtenir des infrastructures socio-éducatives en vue de leur épanouissement physique et intellectuel.

Les populations, quant à elles, venues nombreuses à cette cérémonie de pose de la première pierre, n'ont pas manqué d'exprimer leur joie de partager avec l'ONUCI, ces moments qui resteront à jamais dans les annales de l'histoire de Blolequin.

Par Marius BOKPAKA

ÉCOUTEZ ONUCI-FM, LA RADIO DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION LA "FORCE DE LA PAIX" SUR LE SITE :

www.onuci.org

" LA FRÉQUENCE DE LA PAIX "

ABENGOUROU **94.7**
ABIDJAN **96.0**
ADZOPE **96.0**
BANGOLO **91.1**
BONDOUKOU **100.1**
BOUAKÉ **95.3**
BOUNA **102.8**
BOUNDIALI **90.0**
DABAKALA **93.9**
DALOA **91.4**
DANANÉ **97.6**
DAOUKRO **94.7**
DUEKOUE **91.1**
FERKE **104.4**
GUIGLO **93.7**
KORHOGO **95.3**
MAN **95.3**
ODIENNÉ **101.1**
SAN-PEDRO **106.3**
SEGUELA **101.8**
TABOU **95.3**
YAMOUSSOUKRO **94.4**
ZUENOULA **95.3**

UN AFFRONTEMENT SANGLANT ÉVITÉ À BOUNA

L'intervention des casques bleus a été salutaire pour les habitants de Bouna © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a sauvé, le 18 juillet, la population de Bouna d'un affrontement sanglant. Les policiers et les militaires de la mission, aidés des militaires français, ont conduit une médiation pour désamorcer un conflit entre les jeunes de la ville et les éléments des Forces Nouvelles, au moment où les deux camps étaient au bord de l'affrontement.

Le différend a commencé entre un soldat des Forces Nouvelles (FN) et son créancier, un vendeur de volaille. Le soldat s'était rendu au marché de Bouna à la recherche du vendeur Amadou BAMBA qui lui devait de l'argent. Ne le retrouvant pas, il se renseigne auprès des autres vendeurs de volailles du marché. Il demande même à ces derniers de le conduire chez son créancier dont il ne connaissait pas le domicile. Ceux-ci refusent.

Pendant que la discussion s'envenimait entre le soldat et les autres commerçants, BAMBA, son créancier arrive sur les lieux et donne raison à ses collègues. Aussitôt éclate une altercation entre le soldat des Forces Nouvelles et le vendeur, soutenu par ses collègues. Le soldat, se sentant humilié, rentre chez lui et en revient avec une arme dont il menace de s'en servir pour régler son compte à ses « agresseurs ». Très vite, il sera maitrisé et bastonné par des jeunes présents qui réussissent à lui arracher son arme pour la confier aux autorités de la Cour Royale.

Cette dispute va connaitre une tournure dramatique lorsqu'informés, les frères d'armes de l'élément des FN, tous armés de kalachnikov, s'organisent pour engager une riposte à la dimension de l'affront. Ils entendaient non seulement venger leur ami mais également s'introduire dans la cour royale pour reprendre de force l'arme qui lui avait été arrachée.

Les jeunes de la ville, munis d'armes blanches, opposent alors une farouche résistance. Les deux camps étaient au bord d'un affrontement sanglant.

Ayant appris les faits, les militaires du bataillon ghanéen de l'ONUCI et ceux de la Force Licorne prennent position devant la cour du roi pour éviter que les FN y accèdent. Pendant ce temps les policiers des Nations Unies (UNPOL), conduisaient une médiation entre la cour royale, les jeunes et les FN.

Au bout de la médiation, l'arme arrachée au soldat est confiée aux UNPOL qui l'ont à leur tour remis aux FN. Le calme s'est alors réinstallé dans la ville. Satisfait de l'issue heureuse de cette crise, la Cour Royale, les jeunes et les responsables FN ont exprimé leur reconnaissance à l'ONUCI pour la qualité de la médiation et ont promis de prendre désormais toutes les dispositions pour que pareilles déconvenues ne se reproduisent plus.

Par Salvator Ndabazerutse

LA PAIX DÉMOCRATIQUE : ESPOIR PLANÉTAIRE POUR LE 21ème SIÈCLE

© UN / ONUCI

Qu'est-ce que la paix démocratique ?

N'est-ce pas une gageure que de vouloir définir ce concept en quelques mots, et surtout, d'en faire un espoir de l'humanité pour le 21ème siècle ?

Le concept de **paix démocratique** est né et a pris de l'importance en Sociologie des relations internationales depuis la fin de la guerre froide et le mouvement général de démocratisation qui a soufflé sur le monde entier. Ce concept de **paix démocratique** dérive du constat que l'ordre mondial actuel se trouve caractérisé par l'existence de deux groupes de nations.

Pendant que les unes, les nations riches et développées des démocraties avancées du Nord, créent un cadre propice à la paix à travers des alliances et de grands regroupements régionaux et mondiaux, les autres, les nations pauvres et sous-développées du Sud, sont parfois le théâtre de guerres civiles et de conflits sociopolitiques de toutes sortes, à cause des dysfonctionnements de la démocratie et des Etats.

Les régions du monde composées d'Etats stables, où la culture démocratique est assez forte, constituent donc des zones de richesse, de paix et de démocratie. Alors que les régions composées d'Etats instables, à la culture démocratique fragile, sont des zones de turbulence, de guerre et de pauvreté.

Tandis qu'une **paix démocratique à la fois intérieure et extérieure** s'instaure durablement parmi les pays développés du Nord, dans certains pays du tiers-monde et dans les nouveaux Etats sortis de l'effondrement du bloc soviétique, c'est la multiplication et l'internationalisation des guerres civiles, renvoyant quelques fois à la guerre froide d'antan. N'est-ce pas le cas aujourd'hui du conflit entre la Géorgie et la Russie, avec les prises de position des Etats-Unis, de l'Union Européenne et surtout de l'OTAN ?

La faiblesse des Etats, leur déficit démocratique, constituent ainsi des causes de guerres internes et internationales. C'est dire que le développement économique et politique de ces Etats, et la démocratisation définitive et durable de leurs régimes politiques, pourraient leur permettre d'instaurer, non seulement une paix intérieure tout aussi stable et durable, mais aussi une paix extérieure efficiente avec les autres Etats du monde, prélude à la paix mondiale et à un Etat universel.

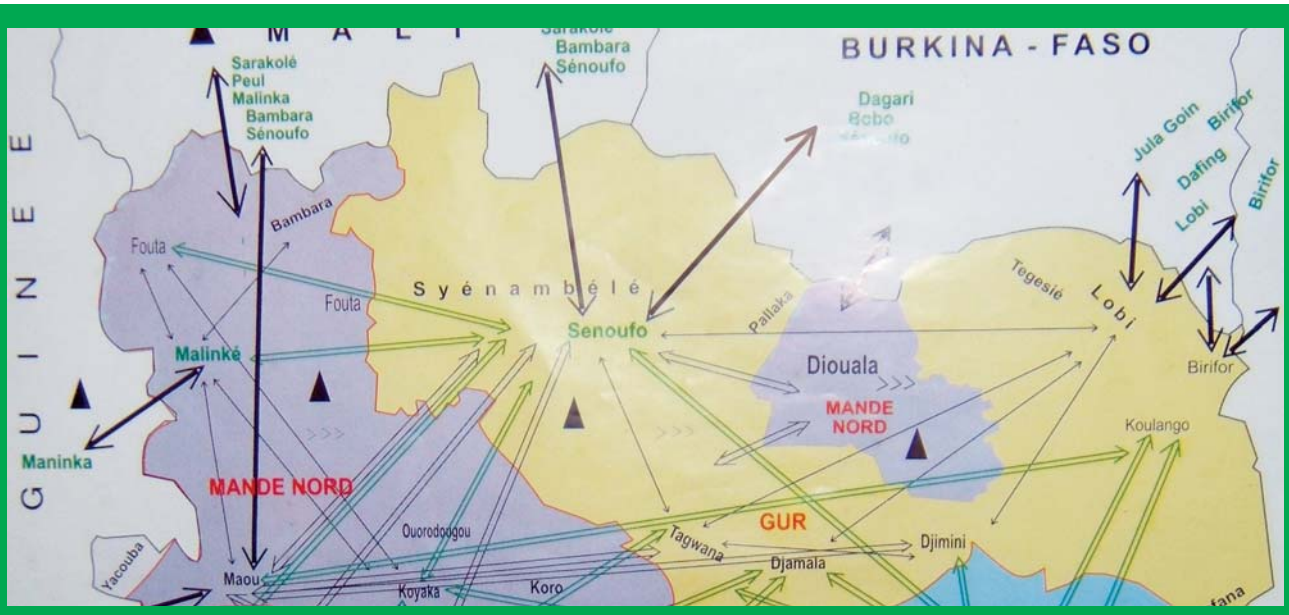
Voilà qui fonde notre espoir, un espoir planétaire pour le 21ème siècle.

Depuis la vague des démocratisations de la fin du 20ème siècle, un mouvement général de pacification des rapports politiques porte la démocratie à s'étendre sur l'ensemble de la planète. Malgré les résistances autoritaires, la démocratie semble être une force qui va. Mais alors, que faire, non seulement pour renforcer les processus de démocratisation en cours à travers le monde, mais aussi pour convertir à la démocratie les régimes autoritaires retardataires ?

N'ayant pas de place pour répondre à cette importante question, nous allons plutôt laisser aux lecteurs le soin d'imaginer les moyens économiques, socioculturels, politiques et juridiques, nationaux et internationaux, susceptibles de promouvoir la démocratie dans le monde, afin que **la paix démocratique** prenne ses véritables dimensions de paix mondiale, **une paix universelle** et perpétuelle.

Par Pr. Lanciné SYLLA

ALLIANCES INTERETHNIQUES, UN PACTE TRADITIONNEL DE PAIX DURABLE



© UN / ONUCI

Les alliances interethniques tirées des traditions africaines demeurent des voies certaines de prévention et de résolution des conflits, estiment le Cercle des Alliances Interethniques (C.A.I.), une ONG qui œuvre pour la promotion de ces valeurs comme moyens pacifiques de règlement des conflits ethniques. « Les alliances interethniques sont des pactes de non-agression établis depuis des lustres entre différentes communautés pour préserver un climat de coexistence pacifique », explique Luc Kedi Djeli, le président du C.A.I.

ces alliances ont été crées, explique M. Kedi, en raison des nombreux conflits qui avaient cours, jadis, entre des communautés et dont les raisons peuvent, aujourd'hui, paraitre futiles: violation du territoire d'autrui, désir de s'accaparer la femme d'autrui, défiance, etc. « En ces temps là, le pouvoir était basé sur l'hégémonie », dit-il. Elles se scellaient en trois étapes: la déclaration de paix, le tribunal et les rituels.

La déclaration de paix consistait à se badigeonner le corps de kaolin (en signe de bonnes intentions) avant de se rendre chez son ennemi, muni d'un rameau (signe de renaissance des relations) ou de la feuille d'une plante symbolisant la paix. L'ennemi devait, dès lors, recevoir le visiteur en raison de ses bonnes intentions.

Ensuite, un tribunal de sages composé des gardiens de la tradition et de la sagesse de chaque communauté se réunissaient et réglaient le différend en imposant aux belligérants un rituel auquel ils étaient sommés d'obéir. En cas de désobéissance, les coupables risquaient le châtiment des ancêtres. Ce rituel devenait alors le socle du pacte qui, avec le temps, apparaissait comme une alliance entre communautés. Enfin, une vierge ou une personne innocente et pure était sacrifiée. De nos jours « Il ne s'agit plus de faire des sacrifices humains. Offrir une noix de cola ou un œuf suffira à représenter le symbole nécessaire pour la circonstance », explique M. kedi. « Malgré toutes ces dispositions qui accordaient un caractère sacré au pacte, la civilisation moderne a, malheureusement, provoqué le délaissement de ces pratiques qui constituaient un garde-fou et encourageaient la non agression », a déploré M. Kédi. « Aujourd'hui, il faut revenir à ces considérations pour instaurer et pérenniser la paix sociale », a préconisé M. Kédi. Cette méthode était d'autant plus efficace qu'elle reliait tous les peuples en vertu du principe selon lequel, l'allié de mon allié est mon allié (transitivité des alliances), soutien M. Kedi.

L'ONG CAI a initié des actions dont l'organisation d'un atelier sur la cohésion sociale et la culture de la paix en partenariat avec l'ONUCI et une journée des alliances interethniques afin de promouvoir ces valeurs dont il souhaite le retour.

L'ONG œuvre à une institutionnalisation de la journée des alliances interethniques afin que chaque peuple retrouve ses alliés et se rende compte de ce que toutes les communautés se respectent au nom d'une alliance. Les alliances interethniques constituent également une voie de protection des droits de l'homme, conclu M. Kedi.

Par Désiré Dago

L'ONUCI APPUIE LA COHESION SOCIALE A MBAHIAKRO

Les populations de Bonguera apprennent à revivre ensemble © UN / ONUCI

Pour soulager les populations de Bonguera, sous-préfecture située à une vingtaine de km de MBahiakro, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a approuvé courant août 2008, la réhabilitation de l'école primaire de ce gros village de plus de 20 000 habitants, grâce à l'octroi d'une assistance de 10,5 millions de francs CFA dans le cadre de son programme de financement des projets à impact rapide.

MBahiakro, dans le centre-est de la Côte d'Ivoire, fait partie de ces localités de l'ancienne « zone de confiance », où la guerre a laissé des traces. Aujourd'hui, même si, petit-à-petit, les populations apprennent à revivre ensemble, les défis de cohésion sociale demeurent immenses. Les populations sont confrontées à un manque criard d'infrastructures socio-sanitaires de base : eau courante, centre de santé, ambulance, pompe hydrauliques, écoles, routes, etc.

Pour Wamien Koffi, 35 ans, marié à 2 femmes et père de 7 enfants, « l'aide de l'ONUCI au village de Bonguera est comme la manne venue du ciel. C'est la joie qui inonde nos cœurs quand nous pensons que nos enfants pourront bientôt reprendre la route de l'école ». Wamien est le président du Conseil de gestion (COGES) de l'établissement. L'association assurera la coordination des travaux de réhabilitation.

Béan Kouassi, Technicien en électronique et cadre du village, nous informe que : « l'école primaire avait subi, pendant les hostilités, les conséquences des bombardements. Résultat, l'école, dans un état de délabrement avancé, est aujourd'hui totalement abandonnée ».

D'autres défis, tout aussi énormes, attendent encore MBahiakro et sa région : la non-prise en compte du département dans les programmes gouvernementaux de réhabilitation et de reconstruction post-crise, la problématique du retour des populations allogènes qui ont quitté ces localités au moment de la crise et qui souhaitent revenir s'installer, mais qui malheureusement se heurtent à la méfiance des populations, les conflits éleveurs-agriculteurs, -pêcheurs -populations autochtones et les mésententes liées à l'exercice du pouvoir issu de la chefferie traditionnelle.

Le manque de débouchés pour les productions agricoles vient exacerber cette situation déjà tendue.

C'est pour prendre la mesure des problèmes du département qu'une mission du Ministère de la Réconciliation et des Relations avec les Institutions, conduite par Mme Hortense Sess, Directeur de Cabinet du Ministre, a sillonné la région, du 11 au 14 août dernier. La mission à laquelle étaient associés des représentants de l'ONUCI et de l'Agence de coordination humanitaire des Nations Unies (OCHA) a pu rencontrer les populations et les autorités administratives des villages Kouassikro, Bonguera et Sondo, représentant les cantons les plus importants de la région. La mission a conclu ses contacts avec les populations en rencontrant les communautés.

Le projet PARCOS (Programme d'Appui à la Réconciliation et à la Cohésion Sociale) initié par le Ministère de la Réconciliation a ainsi été présenté aux autorités préfectorales et aux populations. La phase pilote de ce projet, lancé par le Gouvernement ivoirien en décembre 2007, s'étend sur deux ans et couvre les départements de Gagnoa, Ferké, Alépé et M'Bahiakro.

La mission a expliqué le contenu de ce projet qui se décline en 5 volets: Recenser tous les mécanismes traditionnels de règlement de conflits et en tirer un manuel de bonnes pratiques des règlements traditionnels à vulgariser et à mettre à la disposition des communautés ; Etablir la cartographie des types de conflits récurrents par régions afin de mieux les gérer et apporter des solutions durables ; Appuyer les populations/communautés dans la création des comités locaux de réconciliation et de paix afin de prévenir et de régler les conflits de manière non violente ; Soutenir le renforcement des capacités des populations à la cohésion sociale par l'organisation d'activités de formation et de sensibilisation ; Renforcer les actions de réconciliation par l'appui au projet d'activité génératrices de revenu.

Par Martin Kakra

Directeur de publication : **Margherita Amodeo -** Conseiller : **Hamadoun Touré** - Rédacteur en Chef : **Kenneth Blackman**
Rédaction graphique: **Jean Brice N'doli** - Illustration : **Aliké Serge A. -** Crédits photos : **Ky Shik Chung, Basile Zoma**
Publié par le Bureau de l'Information Publique - **www.onuci.org**

Ensemble pour la PAIX